

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement**

**Conseil d'administration**  
**Séance du 16 novembre 2021**

**Délibération n°4.3.1**

Le 16 novembre 2021, le Conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Laure Coudret-Laut, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 31

Nombre de présents : 21

Membres représentés (procuration) : 8

Quorum : 16

**Point 4 – Gouvernance**

**Délibération 4.3.1 - Contrat de performance énergétique (CPE) en vue de l'exploitation des installations de génie climatique et de la réalisation de travaux de performance énergétique sur le campus de la Gaillarde.**

**Visa :**

*Vu le code de la commande publique ;*

*Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, et notamment son article 9,*

**Exposé des motifs :**

A ce jour, et jusqu'au 30 avril 2022, les installations de chauffage, de ventilation et de climatisation ("CVC") font l'objet d'un marché public d'exploitation. Ce type de marché comprend la conduite, l'entretien et le remplacement des équipements défaillants pour assurer la continuité de service et garantir le confort des occupants. Ces prestations sont donc indispensables au bon fonctionnement de l'école, d'autant plus que certains bâtiments ont besoin d'une surveillance spécifique (bâtiments de recherche par exemple).

Dans le cadre du renouvellement de ce marché, il a été décidé la mise en place d'un Contrat de Performance Énergétique (CPE), ce type de contrat permet de confier la réalisation d'actions de performance énergétique (APE) et de garantir les économies engendrées sur la durée. Le contrat intègre également toutes les prestations d'exploitation nécessaires au bon fonctionnement des équipements (à savoir :

- la fourniture d'énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire ,
- l'exploitation et la gestion des équipements de production de chaleur, de production d'eau chaude sanitaire, de climatisation, et de ventilation
- un objectif de diminution des consommations d'énergie d'environ 15% à l'horizon 2024.

Il prévoit également l'orientation de transition énergétique par l'implantation d'énergies renouvelables (la faisabilité technico-économique sera étudiée et déterminera les objectifs du marché).

En plus de la continuité de service, le CPE répond à deux autres besoins essentiels :

- La nécessité de répondre au "Décret Tertiaire", obligeant tous les bâtiments de plus de 1 000 m<sup>2</sup> à réaliser des économies d'énergie (première échéance : -40% d'ici 2030 sur toutes les énergies). Les APE prévues dans le CPE permettront d'atteindre en partie les exigences du décret.

- Le renforcement de la démarche "Développement Durable". Le CPE, via les économies d'énergie qui seront réalisées, sera un outil de communication efficace et permettra dans le même temps une sensibilisation des occupants sur le thème du "Développement Durable" ("coaching énergétique").

Le descriptif complet se trouve dans le cahier des charges fonctionnel joint dans le dossier du Conseil.

Le montant de ce marché est évalué à 750 000 euros par an s'agissant d'un marché comprenant à la fois de l'investissement (travaux) et de l'exploitation et sur une durée de 10 ans. Il nécessite donc une autorisation du conseil d'administration, le montant total du marché dépassant les seuils fixés dans la délégation de pouvoir accordée à la directrice générale de l'Institut Agro.

Il convient toutefois de souligner que la fourniture de fluides ne sera intégrée au marché CVC qu'à partir de 2024, l'école étant engagée actuellement lié par des marchés de la DAE

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des membres présents ou représentés

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 16 novembre 2021, approuve le principe d'un appel d'offre puis la passation d'un marché chauffage, de ventilation et de climatisation ("CVC") pour Montpellier SupAgro et autorise la directrice générale de l'Institut Agro à prendre tous les actes nécessaires à sa passation et à sa réalisation.

Fait à Paris, le 16 novembre 2021

**La Vice-Présidente du Conseil d'administration**  
**Laure Coudret-Laut**

*Signature L. Coudret-Laut*